

BUDGET COMMUNAL 2021



DÉVELOPPER LES SERVICES, PRÉPARER L'AVENIR

L'élaboration du budget communal 2021 est intervenue dans une conjoncture de crise sanitaire inédite et de délais de préparation très courts. Malgré ce contexte peu favorable, c'est tout de même un budget « *ambitieux et attractif, pour un avenir meilleur* » qui a été adopté le 10 mars dernier par le conseil municipal. Quelles sont les priorités politiques affirmées dans ce budget ? D'où vient l'argent de la ville ? Comment sera-t-il dépensé ? Vos impôts locaux seront-ils augmentés ? Éléments de réponse...

DOSSIER RÉALISÉ PAR RAHIM TALBI



FINANCES LOCALES

Un budget ambitieux dans un contexte défavorable

Le contexte budgétaire est contraint mais la municipalité maintient un haut niveau de service public. Maîtrisant ses dépenses, elle investit également pour préparer l'avenir.



Pour préparer ce budget 2021, nous avons dû surmonter bien des obstacles : un délai court, à peine cinq mois en raison du report du second tour des dernières municipales, et le contexte d'une crise sanitaire inédite, qui ne favorise pas la sérénité nécessaire à la préparation d'un budget, cet acte politique majeur de la vie d'une collectivité. » C'est en ces mots que le maire Tonino Panetta a débuté la présentation du premier budget de sa mandature 2020-2026 devant l'assemblée communale du 10 mars dernier. « Néanmoins, a-t-il précisé, nous sommes parvenus à boucler un budget ambitieux, qui renforce les services existants, notamment la propreté urbaine, la tranquillité publique et l'écologie, et qui renoue avec l'investissement. »

Exceptionnellement, pour construire ce budget 2021, la municipalité s'est appuyée sur les données chiffrées des exercices 2019 et 2020. L'objectif de cette méthode ? Prendre en compte le contexte de crise actuelle, mais aussi coller au plus près des besoins réels de la ville et de ses habitants. « En raison de la pandémie, les montants dépensés en 2020 ne reflètent pas ceux d'une année normale. C'est pourquoi nous avons également pris en compte les chiffres du budget réalisé en 2019 pour déterminer des indicateurs plus proches des réalités et des besoins », précise Denis Baranger, directeur général des services. Si on les compare à ceux d'un budget familial, les chiffres du budget communal peuvent donner le tournis : un total de près de 89 millions d'euros, répartis en 71 millions pour le fonctionnement

courant et près de 18 millions pour les investissements programmés dans l'année.

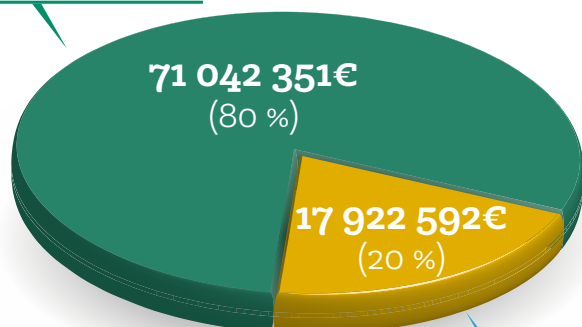
Les priorités politiques réaffirmées

Les choix politiques réaffirmés à travers ce budget 2021 ont comme fil conducteur les engagements pris devant les Choisyens lors des élections municipales :

- Apporter le meilleur service public tout en consacrant un effort très important à la tranquillité publique, la propreté urbaine et la nature en ville.
- Revoir à la hausse, par rapport à 2020, tous les crédits des services incontournables et importants afin d'aider et d'accompagner les Choisyens à traverser la crise sanitaire et sociale.

Total budget 2021 : 88 964 943€

Fonctionnement



Investissement

Le budget de fonctionnement 2021 est en diminution par rapport à 2020 (- 6,42 %), une baisse principalement liée au transfert de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et de la redevance spéciale au Territoire Grand Orly

Seine-Bièvre à compter de cette année. Les investissements, en revanche, sont en augmentation : 17,92 millions d'euros contre 17,24 millions d'euros en 2020, soit + 4,13 %.

Un équilibre nécessaire...

Le budget communal 2021 est équilibré à l'euro près : les dépenses ne dépassent évidemment pas les recettes. Cette notion d'équilibre est l'un des cinq principes budgétaires d'une collectivité :

- **Annualité** : opérations financières du 1^{er} janvier au 31 décembre. Le vote du budget doit intervenir avant le 15 avril de chaque année.
- **Unité** : un seul document doit regrouper toutes les opérations.
- **Universalité** : le budget doit faire figurer l'ensemble des dépenses et des recettes. Ces dernières doivent couvrir l'ensemble des dépenses.
- **Sincérité** : les dépenses et les recettes ne doivent pas être volontairement surévaluées, ni sous-évaluées.

• Ne pas diminuer les montants alloués à l'aide sociale, la jeunesse, la culture, et le sport.

• Élaborer une politique de développement économique et d'aide aux commerçants.

• Impulser dès 2021 et amplifier durant toute la durée du mandat une dynamique locale ambitieuse pour lutter contre les changements et les désordres climatiques.

Des recettes en... baisse

On le répète : le budget communal 2021 intervient dans un contexte national peu favorable. « Il est aussi caractérisé par plusieurs imputations qui réduisent considérablement la marge de manœuvre de la majorité

municipale », précise encore Tonino Paneta. Il pointe notamment la baisse prévue par l'État de la recette de la taxe d'habitation, à hauteur de 700 000 euros, et le transfert au Territoire de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, qui représente une perte d'environ 500 000 euros. « À ces imputations s'ajoutent les mauvaises surprises, telles le non-versement par le Département d'une indemnité de 2,7 millions d'euros suite à notre choix assumé de ne pas démolir la Calypso, bien que nous ayons proposé un site pour construire le quatrième collège », souligne Tonino Panetta. Et le maire de conclure : « Nous avons réussi un tour de force, celui d'adopter un budget en équilibre sans augmenter la part communale des impôts locaux, ce que de nombreuses autres villes sont résolues à faire. »

TROIS QUESTIONS À...



AMANDINE FRANCISOT
Adjointe au maire en charge
des Finances

« Nous avons fait le choix fort de ne pas augmenter les taux »

Choisy-Infos : Qu'en est-il des impôts locaux dans notre ville ?

Amandine Francisot : Au cours du précédent mandat, l'ancienne majorité a imposé aux Choisyens une augmentation de 3 % de leurs impôts ! Et puisque la taxe foncière ne se compose pas que d'un taux communal, c'est également une augmentation de 3 % appliquée par le Département en 2018. En revanche, notre majorité municipale applique son engagement et fait le choix fort de ne pas augmenter les taux d'imposition durant toute la mandature, voir même de les revoir à la baisse, dès que la situation financière le permettra.

C. I. : Pour près de 80 % des foyers fiscaux, la taxe d'habitation a été définitivement supprimée. Comment compenser cette perte considérable de recettes pour la commune ?

A. F. : Les Choisyens le constateront sur leur prochaine feuille d'impôts, les taux communaux n'augmentent pas, malgré la crise sanitaire inédite que nous vivons actuellement et le fait que de nombreuses autres villes se sont résolues à le faire. Par contre, la valeur locative qui figure sur la feuille d'impôts, ne dépendant pas de la commune mais des services fiscaux de l'Etat, augmente malheureusement chaque année. Nous espérons, que comme annoncé, l'Etat nous compensera la perte de recettes liée à la suppression de la taxe d'habitation. Mais nous restons septiques et dans l'attente d'une vraie compensation, car celle-ci n'a jamais été faite à 100 % jusqu'à maintenant.

C. I. : Le transfert au Territoire de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) a-t-il des conséquences ?

A. F. : La TEOM, qui était jusqu'alors perçue par la Ville, permettait de financer la collecte et le traitement des déchets et des opérations de nettoyage. Aujourd'hui, cette recette est transférée au Territoire et ce transfert nous fait perdre 500 000 euros d'excédent que nous avions jusque-là.



DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Où va votre argent en 2021 ?

Espace public (tranquillité, propreté et cadre de vie) ; petite enfance, enfance, jeunesse ; école ; culture ; sport et action sociale sont les six secteurs prioritaires des dépenses communales.

Les domaines d'action prioritaires (en millions d'euros)

Petite enfance,
enfance, écoles

16 579 969 €



Jeunesse et sport

11 763 979 €



Action sociale et santé

2 919 983 €



Espace public

16 539 534 €



Culture

5 613 089 €

Dépenses de fonctionnement : 71 042 351 €



Services généraux (administration générale, fluides...)

27 047 014 € (38 %)



Enseignement et formation

12 190 218 € (17 %)



Sport et jeunesse

10 154 469 € (14 %)



Aménagements urbains, environnement et habitat

6 959 410 € (10 %)



Culture

5 427 189 € (8 %)



Interventions sociales et santé

2 919 983 € (4 %)



Sécurité et salubrité publique

2 914 651 € (4 %)



Familles

2 610 460 € (4 %)



Action économique

818 957 € (1 %)

DES DÉPENSES NÉCESSAIRES POUR: RÉHABILITER LES ÉQUIPEMENTS PUBLICS...

• 800 000 €

Travaux d'isolation et de performance énergétique au gymnase Rousseau

• 350 000 €

Travaux d'accessibilité à l'école élémentaire Victor Hugo



• 300 000 €

Réfection complète de la toiture de l'usine Hollander, une ancienne maroquinerie de la fin du XVIII^e siècle, qui abrite aujourd'hui un théâtre et de nombreux ateliers d'artistes

• 150 000 €

Travaux d'aménagement d'une cour végétalisée à l'école maternelle Casanova

• 118 000 €

Rénovation de l'orgue, de l'étanchéité et du chevet de la cathédrale Saint-Louis

• 70 000 €

Réfection de l'étanchéité de la terrasse du multi-accueil de la Maison Capucine

• 50 000 €

Travaux de mise en accessibilité des bâtiments communaux

• 50 000 €

Travaux de mise en sécurité dans divers bâtiments communaux



• 40 000 €

Réfection des douches et des sanitaires du centre de vacances de Penthièvre

• 35 000 €

Remplacement de fenêtres vétustes du centre de vacances de Morillon

• 10 000 €

Travaux d'amélioration de la qualité de l'air dans les bâtiments communaux.

... ET AMÉLIORER LE CADRE DE VIE DES HABITANTS

• 160 000 €

Plantation d'arbres et d'arbustes

• 150 000 €

Aménagements extérieurs du gymnase des Hautes Bornes



• 105 000 €

Développement de la police municipale (acquisition de véhicules et équipement des agents)

• 50 000 €

Divers travaux d'aménagement dans les écoles

• 40 000 €

Installation de mobilier urbain

• 30 000 €

Mises aux normes pour les personnes à mobilité réduite

En chiffres...

43 737



C'est le nombre de mètres de voiries communales. Au-delà de l'entretien courant, des réhabilitations plus lourdes ou des réaménagements complets de certaines rues sont nécessaires. En 2021, la réfection des rues Branly, Alsace-Lorraine (2^e partie), Pompadour, de l'avenue des Chalets et du Chemin d'exploitation est programmée.

150



La Ville dispose de 150 structures de jeux, réparties dans une trentaine de sites dans les écoles et les parcs. Certaines datent des années 1990 et nécessitent des rénovations complètes. En 2021, de nouvelles aires de jeux telle celle du parc de la Mairie seront créés au grand bonheur des enfants et des parents.

EN 2021, LA VILLE ÉTUDIE...

- **658 500 €** du budget d'investissement 2021 sont consacrés aux études nécessaires et préalables pour la réalisation de nouveaux projets ou la mise en place de nouveaux dispositifs tels :
- **Construction** d'un équipement socioculturel dans le quartier des Navigateurs (dans le cadre du NPNRU, le Nouveau programme national de renouvellement urbain)
- **Accompagnement** pédagogique de l'opération cours oasis ou végétalisées des écoles Langevin et Mandela
- **Rénovation** complète de l'école élémentaire Victor Hugo
- **Aménagement** de locaux pour la police municipale
- **Construction** d'un nouveau groupe scolaire
- **Mise en place** du dispositif de la vidéoprotection
- **Extension** wifi et déploiement des réseaux
- **Voirie** et ouvrages d'art
- **Confort** d'été dans les établissements scolaires

RECETTES

D'où vient l'argent du budget communal ?

Les impôts locaux, les subventions, les dotations de l'État et les tarifs des activités municipales payées par les familles constituent l'essentiel des ressources budgétaires.

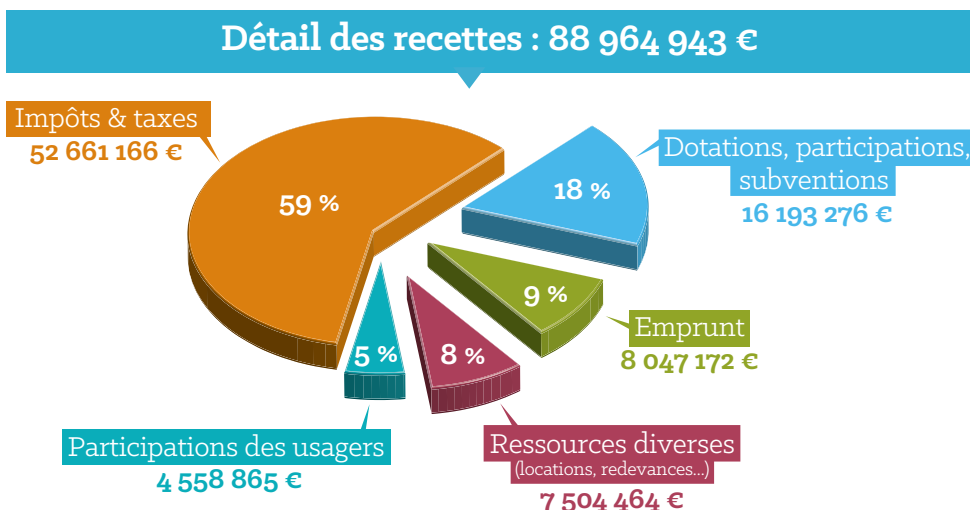
Les recettes qui alimentent le budget communal 2021 s'élèvent en totalité à 88 964 943 euros. Elles sont réparties comme suit :

- **Recettes de fonctionnement :**

avec 71 042 351 euros, elles sont en nette diminution (- 6,42 %) par rapport à l'année 2020.

- **Recettes d'investissement :**

d'un montant total de 17 922 592 euros, elles sont en augmentation en comparaison à 2020 (+ 4,13 %).



LES PRINCIPALES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT 2021

D'un montant total de 2 742 579 euros (soit 15 % des recettes d'investissement), voici les principales subventions qui alimentent le budget 2021, leur provenance et leur affectation.

- **604 905** euros de l'Agence française de développement destinés au projet de coopération décentralisée conduit par la Ville, « Un marché pour Tringa-Maréna », au Mali.

- **528 503** euros du Syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour les énergies et les réseaux de communication afin de poursuivre l'enfouissement des lignes électriques à haute tension.



- **485 000** euros du Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France et le Syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour les énergies et les réseaux de communication pour le projet d'envergure d'isolation et de performance énergétique du gymnase René Rousseau.

- **403 000** euros du Département du Val-de-Marne pour réaliser les derniers aménagements du gymnase des Hautes Bornes Alice Milliat qui sera bientôt réceptionné.

- **211 538** euros du Département, de la Région et de la Métropole du Grand Paris qui financeront l'aménagement du schéma de mobilités du quartier des Gondoles.

- **164 155** euros de l'État pour la poursuite de la modernisation du réseau d'éclairage public.



- **101 789** euros du Syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour les énergies et les réseaux de communication pour réaliser des travaux de conformité dans le multi-accueil Maison Capucine, situé 12 avenue Anatole France, et qui reçoit les enfants à partir de 15 mois.

- **100 000** euros reversés par l'État au titre des verbalisations et autres amendes de police.

- **50 000** euros de la Région Île-de-France seront consacrés aux aménagements du parc Maurice Thorez.

- **40 000** euros destinés à l'entretien des espaces verts de la ville.

- **13 797** euros de la Caisse d'allocations familiales pour l'acquisition de matériel dans les centres sociaux Langevin et Mouloudji.

- **23 500** euros de l'État pour le financement des équipements de policiers municipaux.



- **7 000** euros de la Direction régionale des affaires culturelles pour la réfection de l'orgue de la cathédrale Saint-Louis.

- **4 792** euros de l'État pour les jardins partagés Briand Pelloutier, dans le quartier Sud.

- **4 600** euros du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique afin d'acquérir du matériel ergonomique pour certains agents municipaux.